

Contribution de la Région Auvergne-Rhône-Alpes
Arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme Intercommunal
Pays de Lapalisse (03)
ANNEXE TECHNIQUE

1. Contexte territorial

La communauté de communes du Pays de Lapalisse se situe au sud-est du département de l'Allier.

Traversée par des axes routiers majeurs, tels la Route Nationale 7 et la Route Départementale 907 qui permet de joindre Vichy et Roanne (à 30 minutes) ainsi que Lyon et Clermont-Ferrand (à 1h30), le Pays de Lapalisse marque la frontière entre la plaine de la vallée de la Besbre et la Montagne Bourbonnaise. Aussi, le territoire est marqué par des paysages diversifiés et emblématiques qui sont mis en valeur dans le projet de manière transversale.

La communauté de communes regroupe 14 communes sur une surface de 334 km², avec une population d'environ 8 455 habitants. Depuis 1968, le territoire de la Communauté de Communes du Pays de Lapalisse connaît une décroissance notable : forte jusqu'en 1999 et plus mesurée dans la période récente avec des taux annuels moyens compris entre – 0,01 % par an et – 0,19 % par an, en raison d'un solde naturel négatif. Si le solde migratoire est positif, il ne suffit pas à compenser le solde naturel, 11 communes sur 14 qui composent la communauté de communes voient leur population baisser, d'où un vieillissement de la population.

Le territoire du PLUi, porté par la CC du Pays de Lapalisse, n'est pas couvert par un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) exécutoire. L'ancien SCoT du Pays de Lapalisse est caduc depuis 2021.

Toutefois, le PLUi est concerné par d'autres documents supra-communaux : le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne, le plan de gestion des risques d'inondation du bassin Loire-Bretagne (PGRI), le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE), le schéma régional des carrières (SRC) Auvergne-Rhône-Alpes. Le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) de la région Auvergne-Rhône-Alpes s'applique à lui dans un rapport spécifique, de prise en compte (objectifs) ou de compatibilité (règles). La Région se satisfait des mentions qui concernent la compatibilité du SRADDET notamment en pages 6 à 15 du diagnostic et pages 264 à 271 du Tome Justification des Choix Retenus.

Le Pays de Lapalisse, déjà doté d'un PLU approuvé le 18 juin 2009, s'est engagé dès 2021 dans la révision de son Plan Local d'Urbanisme Intercommunal. Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) se structure autour de plusieurs axes.

- Axe transversal : Le paysage comme support du développement demain
- Axe 1 : Un territoire de proximités
- Axe 2 : Un territoire riche de son socle naturel
- Axe 3 : Un territoire qui s'adapte aux transitions sociétales

2. Armature territoriale

Afin d'assurer un développement équilibré, cohérent et solidaire du territoire régional, le SRADDET promeut une **organisation multipolaire hiérarchisée** (règle 2 « [Renforcement de l'armature territoriale](#) » du SRADDET) qui permette de structurer le développement futur selon les spécificités, les dynamiques et les rôles attribués à chaque polarité, en renforçant les complémentarités, les coopérations et les liens de toute nature (sociaux, économiques, fonctionnels, etc.) entre les différents niveaux de l'armature territoriale.

La définition d'un réseau de polarités hiérarchisées, différenciées et complémentaires est en effet un préalable à la répartition de l'offre de mobilités et de transports, de logements, d'équipements publics et de services, comme à la redynamisation des centres-bourgs et centres-villes, à la réduction de la consommation d'espace, à la préservation des espaces naturels et agricoles, etc.

Ce travail doit être mené en lien avec les territoires limitrophes, en justifiant d'une recherche de cohérence et complémentarité des niveaux d'armature.

Si la carte du PADD en page 22, mentionne utilement la nécessité de faire lien vers les grands pôles urbains situés à proximité comme Roanne et Vichy, il pourrait être utile de mentionner davantage, dans le diagnostic, les interrelations avec les territoires voisins notamment sur les thématiques économiques et démographiques. Les orientations qui visent à rendre attractifs les centres-villes et les centres bourgs et à renforcer la centralité de Lapalisse concourent aux objectifs cités de définition d'une armature. Cependant, il aurait pu être intéressant de présenter une carte pour expliciter cette priorisation et démarquer la centralité de Lapalisse / Saint-Prix. Cette centralité se traduit dans le règlement par un zonage Ua qui concerne exclusivement le centre ancien de Lapalisse qui intègre un tissu urbain dense.

3. Logements et formes de l'habitat

La Région est attentive à ce que le territoire offre, à chaque habitant, les conditions d'un parcours résidentiel performant. Les dispositions du PADD prévoient la réalisation de 300 logements neufs à l'horizon 2035 qui intègrent la production de 40 % de l'objectif à Lapalisse, centralité du territoire et de 60 % dans les autres communes.

Le diagnostic nous indique qu'en 2018, les logements vacants représentaient 14,4 % du parc de logements au sein de la Communauté de Communes de Lapalisse (contre 8,5 % à échelle régionale) ; ce chiffre est en augmentation puisqu'en 2008 ce même taux était d'environ 13,7 %. Si l'objectif de réduire le nombre de logements vacants est bien mentionné dans le PADD (page 16), il aurait été intéressant de préciser des objectifs chiffrés et échelonnés dans le temps.

Le diagnostic met également en évidence l'importante proportion de maisons individuelle dans le parc de logements (88 % en 2018) et des grands logements (4,5 pièces en moyenne en 2018). Dans ce contexte, le développement d'une offre d'habitat attractive et diversifiée (familles, actifs, propriétaires occupants) s'inscrit dans la perspective d'offrir un parcours résidentiel cohérent. Les dispositions en faveur de l'habitat groupé et d'accueil des personnes âgées dépendantes participent à l'offre d'une solution pour tous. Le travail mené sur les formes urbaines est intéressant et la Région prend bonne note de l'ensemble des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) proposées ainsi que des implantations qui recherchent des jardins privatifs d'un seul tenant pour optimiser l'espace et assurer un cadre de vie de qualité. Cependant, les objectifs de densité minimales mentionnés, qui correspondent à 12 logements par hectare à Lapalisse, principale polarité du territoire, et 10 logements par hectares dans les autres communes, en extension et en densification, restent limités et pourraient utilement être renforcés.

4. Foncier et gestion économe de l'espace

Le SRADDET entend promouvoir des modèles de développement fondés sur les potentiels et les ressources locales. Cela implique notamment une approche renouvelée de la consommation du foncier et de ses usages. Ainsi, le SRADDET encourage les territoires à prendre les orientations et mesures nécessaires pour que soit privilégié le recyclage foncier à la consommation de nouveaux espaces naturels et agricoles.

Cet objectif est à considérer à l'échelle de votre document de planification, en fonction du contexte territorial, l'objectif étant de trouver les réponses adaptées conciliant besoins du territoire et gestion économe de la ressource foncière.

La [règle n°4 du SRADET](#) précise ainsi qu'il conviendra de développer une gestion intégrée des usages (habitat, économie, agriculture, biodiversité etc.), par la construction de stratégies foncières déclinées à terme en plans d'actions foncières à l'échelle des EPCI.

Les principes de la [règle n°4 du SRADET](#) visent notamment à :

- Limiter la consommation d'espace quel que soit l'usage.
- Mobiliser prioritairement avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités à l'intérieur des enveloppes bâties.
- Privilégier le renouvellement urbain par densification

La Région prend bonne note des dispositions du PADD qui visent, d'une part, à encadrer strictement la constructibilité en dehors des entités urbaines principales de chaque commune ; et d'autre part qui conditionnent l'accueil de nouvelles constructions dans certains hameaux, quand ceux-ci bénéficient de capacités en termes d'assainissement et d'une insertion architecturale et paysagère soignée. Par ailleurs, il sera effectivement intéressant d'amorcer une évolution des tissus urbains autour des entrées de ville et de bourgs stratégiques en réfléchissant aux potentiels fonciers et immobiliers pouvant être mobilisés à moyen et long-terme , comme le prévoit le PADD en page 9. Il est par ailleurs mentionné l'objectif de produire 50 % des logements en densification et de réduire d'au moins 50 % la consommation d'espace future par rapport à la consommation d'espace observée sur les dix dernières années.

Au sein du territoire de la communauté de communes du Pays de Lapalisse, les données du CEREMA laissent apparaître une consommation foncière de 160 hectares consommés entre 2011 et 2020 principalement à usage d'habitation. L'analyse présentée dans la Justification des choix retenus, à partir des observations de terrain réévalue ce chiffre à 95,1 hectares. Depuis 2021, 23,5 hectares d'espace naturels agricoles et forestiers ont été consommés soit un taux de consommation de 29,3 % de la consommation observée par rapport à celle de la période de référence. Par ailleurs, il est relevé qu'entre 2015 et 2024, 67,3 hectares d'espaces naturels agricoles et forestiers ont été consommés. La Région prend note que le projet envisage une consommation d'espace sur dix ans pour la période 2025-2034 de 44,26 hectares dont 17,24 hectares pour l'habitat et 18,52 hectares pour les activités économiques (page 236 Justification des choix retenus). La réduction de la trajectoire de consommation des espaces naturels et agricoles est inférieure aux objectifs affichés dans le PADD.

Les données du CEREMA laissent en outre apparaître que les friches mobilisables représentent une surface de 5,7 hectares. Si le PADD mentionne effectivement l'objectif de réhabiliter les friches industrielles, il serait intéressant de préciser la priorisation de ce réinvestissement.

Le phasage des secteurs de développement pourrait également être renforcé.

5. Optimisation du foncier économique

La Région est attentive à la politique foncière menée pour les activités économiques, notamment à travers sa règle n°5 « [Densification et amélioration du foncier économique existant](#) » et son Plan en faveur du foncier industriel. Aussi, il sera important de veiller à prioriser les opérations de réhabilitation mentionnées dans le PADD.

Par ailleurs, en lien avec les caractéristiques d'un territoire rural, la structuration des filières agricoles et le développement des activités artisanales (abordées en page 35 du PADD) participent effectivement à la valorisation des filières locales en milieu rural.

De manière plus précise, en accord avec l'orientation numéro 1 du PADD « assurer une complémentarité entre les différentes entités urbaines » et en déclinaison de l'objectif « maintenir et renforcer l'emploi sur le territoire » (page 16 PADD), le projet de règlement du PLU relatif aux zones économiques (Uz et 1AUz) gagnerait à être davantage restrictif, afin de favoriser et préserver l'économie productive : en l'état il autorise notamment l'implantation de bureaux et d'établissement recevant du public au sein des zonage Uz et AUZ.

Par ailleurs, l'objectif de « mobiliser prioritairement les disponibilités foncières et immobilières dans les Zone d'Activités Economiques (ZAE) existantes pour l'accueil de nouvelles entreprises » aurait peut-être pu se traduire par un phasage de l'urbanisation (Uz puis 1AUz), afin de densifier les ZAE avant toute nouvelle extension. Le projet de PLUi prévoit 18.52 hectares de consommation d'ENAF pour l'économie : 12 hectares en zone Uz (foncier disponible dans le ZAE existantes), 5 hectares en zone 1AUz (extension de la ZAE Sud Allier), 1 hectare en zone Nzs. Si le travail de hiérarchisation des zones d'activités est pertinent, il serait cohérent de renforcer l'approche phasée de l'ouverture à l'urbanisation, lorsqu'elle n'est pas déjà prévue, afin de favoriser une meilleure efficacité foncière dans le cadre de ces projets de création ou d'extension concernés.

6. Urbanisme commercial

En matière d'urbanisme commercial, la Région est attentive à la **polarisation et à la densification du commerce**, via son [objectif 3.6 « Limiter le développement de surfaces commerciales en périphérie des villes en priorisant les implantations en centre-ville et en favorisant la densification des surfaces commerciales existantes »](#) et sa [règle n°6](#). L'orientation numéro 2 du [PADD](#) qui demande de rendre attractifs les centres-villes et les centre-bourgs et de favoriser la mixité des usages s'inscrit effectivement dans cette perspective. Le maintien des linéaires commerciaux actifs, la création de lieux pour le développement du réseau associatif et artisanal local, la création de projets innovants dans les centres par la présence de tiers-lieux et de cybercafés constituent des initiatives positives.

Par ailleurs, la présence d'une [Orientation d'Aménagement et de Programmation](#) (OAP) sur la thématique commerce est notable. Les orientations qui visent à conforter le pôle commercial de Lapalisse, avec la prise en compte des accès et la pérennisation des circuits de proximité dans les centres villes et centres bourgs sont tout à fait cohérent avec les règles du SRADET.

7. Infrastructures et développement du numérique

En ce qui concerne le développement numérique, le SRADET comprend [l'objectif 2.1](#) d'atteindre 100% de couverture numérique pour le territoire de la Région à horizon 2030. Le souhait de s'appuyer sur la transition numérique pour renforcer l'attractivité du territoire (page 16, PADD) s'inscrit dans cette perspective. Cependant, les données de présentation de l'ARCEP datent de 2021. Ces données pourraient être mises à jour, les dernières datant de 2025.

8. Agriculture et alimentation locale

Le [SRADET](#) souhaite protéger la ruralité, en particulier son économie, en stimulant la dynamique d'installation agricole. En parallèle, il est nécessaire d'assurer la sécurité alimentaire des habitants, et protéger le capital productif. La compétitivité des exploitations, la progression de la valeur ajoutée agricole, et une meilleure résilience des exploitations face à la conjoncture et aux aléas climatiques sont au premier rang des priorités régionales. Ces objectifs engagent la préservation, voire la reconstitution, du foncier agricole, socle de cette activité.

La préservation du foncier agricole, constitue une orientation ciblée de votre projet via le PADD et se trouve cohérente avec la règle n°7 et l'objectif 3.3 du SRADDET « Préserver et de valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et forestière viable ». La Région prend notamment bonne note des objectifs qui visent à remobiliser les friches agricoles, et préserver la fonctionnalité des sols.

Le territoire du Pays de Lapalisse est fortement marqué par son agriculture tournée massivement vers l'élevage. L'emploi agricole représente 12 % des emplois du territoire et les espaces agricoles, largement prédominants occupent 78 % du territoire. Entre 2012 et 2020, selon les données cadastrales les espaces agricoles ont reculé de 0,3 % soit une « perte » de surface d'environ 104 hectares soit environ 13 hectares par an (source : diagnostic agricole) Ce léger recul des espaces agricoles s'explique par les constructions à l'usage d'habitation et d'activités économiques. Si l'objectif de préserver le foncier est mentionné dans le PADD, il serait intéressant de relever spécifiquement cet enjeu de préservation des parcelles agricoles et d'intégrer l'objectif de limiter leur pastillage

Le PADD mentionne l'objectif de contribuer à la bonne structuration des filières agricoles en permettant l'installation des activités nécessaires à ces débouchés économiques.

En matière de diversification, le territoire de la communauté de communes du Pays de Lapalisse dispose du label de niveau 1 d'un Programme Alimentaire Territorial (PAT) La Région souligne l'intérêt de cette démarche, qui permet de répondre à de nombreux enjeux identifiés dans le PADD.

Le diagnostic alimentaire territorial, identifie un enjeu de renouvellement des générations agricoles important. De plus, le territoire est spécialisé dans la production animale en filière longue. Les principaux enjeux sont donc de pérenniser et diversifier la production alimentaire et de favoriser la commercialisation locale de ces produits.

- Favoriser l'approvisionnement local pour les consommateurs et la restauration hors domicile
- Pérenniser la production agricole du territoire et la diversifier
- Augmenter la résilience de la production agricole par des pratiques agroécologiques
- Promouvoir l'éducation à l'alimentation durable pour une meilleure santé de la population
- Lutter contre la précarité alimentaire avec un accès aux produits locaux et de qualité pour tous

La Région indique que, pour mettre en œuvre une partie des actions qui découlent du PAT, le programme FEADER 2023-2027 dispose de plusieurs dispositifs d'aides permettant l'animation des PAT mais aussi d'accompagner les projets d'investissements.

Concernant les enjeux relatifs à la filière forêt bois, notez qu'un plan régional en faveur de la filière forêt-bois a été mis en place (2023-2027)., avec pour priorités :

- Protéger et gérer durablement la forêt

- Mobiliser plus et mieux les bois de nos massifs
- Valoriser le bois régional avec des outils de transformation adaptés à la ressource locale
- Promouvoir et développer la construction en bois local

Sur cette thématique, le PADD propose de préserver les grands massifs boisés et les autres boisements ayant un rôle environnemental, économique et paysager et présente une cartographie permettant d'identifier les secteurs à préserver (page 29, PADD).

Sur ce point, la Région déploie plusieurs dispositifs d'aides, notamment pour les entreprises de travaux forestiers, les scieries et les entreprises de seconde transformation.

Le Pays de Lapalisse se caractérise par sa trame bocagère et son réseau de haies. A ce sujet, La préservation des motifs paysagers des différentes entités, parmi lesquels dans la Vallée de Besbre, la préservation des haies, des alignements d'arbre et des strates arbustives existantes au sein de l'espace agricole sont des orientations du PADD qui apparaissent comme cohérentes.

En matière de valorisation du réseau bocager, notez que le programme régional FEADER 2023-2027 dispose d'un dispositif « développer l'agroforesterie et la plantation de haies » qui permet de financer l'animation, les actions de sensibilisation, l'accompagnement aux projets collectifs de plantation, mais aussi les dépenses d'investissement relatives aux plantations (plants, travaux...).

Il existe d'ailleurs déjà une démarche sur le département de l'Allier : Symbiose Allier, la Fédération des Chasseurs de l'Allier et la Mission Haies forment un consortium pour accompagner au mieux les agriculteurs de l'Allier dans leurs projets de plantation de haies ou d'arbres intra-parcellaires.

La Région prend par ailleurs acte des projets de méthaniseurs à Lapalisse, qui sont cohérents avec la [règle numéro 29](#) du SRADDET sur le développement des énergies renouvelables. L'Allier est le département qui présente le plus gros potentiel de développement de la méthanisation. En effet, il s'agit d'un territoire agricole avec une importante diversité de matières disponibles : effluents d'élevage, couverts végétaux entre cultures alimentaires, résidus des industries agro-alimentaires (ex : abattoirs). Ce potentiel est bien reparti entre les trois grands pôles du territoire, mais demeure peu exploité sur la partie Est et Sud Est du territoire, dont fait partie Lapalisse. Afin de mettre en perspective les potentiels du territoire en matière d'énergie, il peut être pertinent de mobiliser l'outil de visualisation de données et d'aide à la décision [TerriSTORY®](#) qui permet également d'élaborer une vision prospective à travers son module de « stratégies territoriales ».

9. Climat, air, énergie

Face aux défis climatiques et énergétiques, la Région se mobilise pour faire d'Auvergne-Rhône-Alpes un territoire à énergie positive, plus respirable, et exemplaire dans l'adaptation au changement climatique.

Le **SRADDET** comprend un certain nombre d'objectifs quantitatifs en matière d'énergie et de climat, notamment :

- Réduire de 23 % la consommation d'énergie de la région à l'horizon 2030
- Réduire la consommation d'énergie de 30 % sur le bâtiment (- 23 % sur le résidentiel et -12 % sur le tertiaire).
- Augmenter de 54 % à l'horizon 2030 la production d'énergies renouvelables (électriques et thermiques) en accompagnant les projets de production d'énergies renouvelables et en s'appuyant sur les potentiels de chaque territoire, et porter cet effort à +100 % à l'horizon 2050

Les ambitions contenues dans le PLUi résonnent avec ceux du SRADDET ciblées sur la qualité de l'air (règles 31 et 32) et l'énergie (règle 23, puis 25 à 30 ; objectifs 2.9, 3.7, 3.8).

L'orientation 2 du **PADD** « apporter des réponses face au changement climatique » cible des axes spécifiques : accompagner la réhabilitation du parc de logements, la limitation des émissions de gaz à effet de serre et la diversification des sources d'énergie. Le projet est très cohérent avec les orientations portées par la Région au travers du SRADDET : objectif de limiter les émissions de Gaz à Effet de Serre (règle n° 24), développement des Energies Renouvelables (règle n° 29), rénovation énergétique et performance des bâtiments neufs (règles n° 25 et 26). Par ailleurs, sur la thématique des énergies renouvelables (EnR), la priorité donnée à la méthanisation et au solaire sur les sols déjà artificialisés, ainsi qu'au « vrai » agrivoltaïsme en toiture est en phase avec ce qui est porté ce jour.

Pour information, un diagnostic en terme d'énergie, d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants, séquestration nette carbone, réseaux de distribution et d'énergie, impacts des effets du changement climatique est réalisé pour chaque EPCI sur l'Observatoire Climat Air Energie (<http://www.orcae-auvergne-rhone-alpes.fr/fr/observatoire-climat-airenergie.html>), et l'outil Terristory, développé par AURA-EE, permet de faire des projections de trajectoire énergétique à horizon 2050 (<https://terristory.fr/>).

Sur cet enjeu, la Région soutient le projet de Recherche et Développement « Adaptations des Pratiques Culturelles au Changement Climatique » (dit « AP3C ») dans le cadre d'une Convention interrégionale du Massif central, conduit par le ministère de l'Agriculture et avec la Région Nouvelle-Aquitaine. AP3C

présente des informations localisées pour une analyse des impacts du changement climatique sur le territoire du Massif central, en vue d'adapter les systèmes de production et de sensibiliser l'ensemble des acteurs. Le diagnostic agricole inclus dans les documents présentés mentionne utilement ce projet (en page 22 du diagnostic agricole) qui met en évidence l'augmentation de l'évapotranspiration et des déficits hydriques à venir en raison de l'augmentation des températures moyennes et du nombre de jour chauds.

10. Mobilités

Les mobilités constituent l'un des volets du SRADDET au travers [de 17 objectifs](#), et de ses règles 10 à 17. Ces orientations trouvent écho dans la feuille de route régionale « mobilité positive 2035 ». Elle expose une stratégie basée sur plusieurs piliers dont les mobilités positives du quotidien. Cette stratégie porte des enjeux de décarbonation des mobilités et de réponse aux besoins dans tous les territoires ; elle prend à bras le corps l'enjeu de la route au travers d'un plan de décarbonation et elle vise à créer un choc d'offres pour les transports collectifs. Chacun des 25 bassins de mobilité en Auvergne-Rhône-Alpes bénéficieront d'un contrat opérationnel de mobilité.

La Communauté de commune du Pays de Lapalisse a signé une convention de coopération en matière de mobilité le 17 juin 2021 et la Région Auvergne Rhône Alpes s'est positionnée dans ce cadre comme AOML, Autorité Organisatrice de la Mobilité sur ce territoire communautaire.

Le territoire du Pays de Lapalisse se caractérise par une situation de carrefour viaire entre la RN7 (vers Moulins à l'ouest et vers Roanne à l'est) et la RD907 qui permet des liaisons vers Vichy. La répartition des emplois crée des flux quotidiens, qui se traduisent par des déplacements domicile travail, internes à la communes (jusqu'à 63 % de mouvements internes à en commune). En dehors de Barais-Bussoles et Lapalisse, dans les autres communes, la plupart des actifs travaillent en dehors de leur commune de résidence ; une part importante de flux sont enregistrés vers la communauté d'Agglomération voisine de Vichy. Ces déplacements domicile-travail se réalisent majoritairement en voiture. En effet 84 % des actifs utilisent ce mode de transport pour se rendre sur leur lieu de travail.

En ce qui concerne l'aérodrome de Lapalisse-Périgny, les orientations prévues de ménager des marges de développement des activités économiques existantes en continuité de la zone d'activité située à proximité sont positives pour conforter l'attractivité du secteur.

Par ailleurs, la réglementation du zonage Ux qui y interdit les usages d'habitation est importante afin de limiter l'urbanisation résidentielle à proximité de l'aérodrome et éviter les éventuelles nuisances selon les trajectoires empruntées.

- **Objectifs transversaux de mobilité durable**

De manière générale, la Région se satisfait des orientations qui visent à assurer une mobilité sereine pour tous. Le maintien et le développement des liens vers les grands pôles urbains tels Vichy et Roanne est cohérent étant donné le type de déplacements identifiés dans le diagnostic ainsi que les liaisons entre communes. Au vu de la dépendance du territoire à l'automobile, la promotion des déplacements doux ainsi que le soutien à l'amélioration et au développement de modes de transports alternatifs et des solutions adaptées à tous, envisagés dans le PADD, sont positifs. Ces dispositions rejoignent l'objectif 2.3 du SRADDET qui est de « diversifier les offres en réponse à la spécificité des besoins de mobilité des personnes et des territoires ». Pour information, la Région a mis en place la plateforme régionale de covoiturage Mov'ici et le Challenge Mobilité, qui incitent au changement des pratiques.

L'axe I.3 de votre PADD « assurer une mobilité sereine pour tous » propose notamment la recherche de solutions adaptées pour faciliter les déplacements internes au territoire ainsi que de soutenir l'amélioration et le développement des modes de transports alternatifs ainsi que de développer le réseau de liaisons douces sur le territoire. Ces objectifs entrent en adéquation avec [la règle, 34 « Développement de la mobilité décarbonée »](#)) et l'objectif 8.7 « [Accompagner les mutations du territoire en matière de mobilité](#) ») du SRADDET.

Le projet présenté mentionne utilement l'existence de la ligne routière B06 Le Donjon – Lapalisse – Vichy qui offre la possibilité de se déplacer vers Vichy ou Saint-Germain des Fossés, et de prendre en correspondance des trains desservant Moulins-Paris ou Clermont-Ferrand. Elle permet également de prendre le vendredi en fin de journée un train Intercités vers Nantes.

Comme indiqué dans le diagnostic, les transports collectifs sont utilisés par 1 % des voyageurs et restent largement méconnus. Il sera alors, effectivement, important de communiquer autour de l'offre disponible. Par ailleurs, sur le territoire du Pays de Lapalisse, la feuille de route mobilité positive a comme ambition un doublement de l'offre d'autocars et induira sur ce territoire une réflexion sur les transports interurbains.

- **Service Express Régional Métropolitain de Clermont Vichy Auvergne**

En ce qui concerne les projets ferroviaires, un projet de réouverture de services aux voyageurs en gare de Lapalisse n'est pas d'actualité. En revanche, le Pays de Lapalisse est concerné par le projet du Service Express Régional Métropolitain (SERM) Clermont-Auvergne, en tant qu'adhérant au pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne.

Ce projet associe l'Etat, la Région et le pôle métropolitain. Le SERM, qui est un projet crucial pour l'intensification des mobilités collectives, vise la complémentarité des modes de transports, pour offrir aux usagers des services performants et bien maillés. Il s'appuie sur le renforcement des dessertes ferroviaires périurbaines, colonne vertébrale des projets mais également, sur les transports collectifs routiers à haut niveau de service, le covoiturage, les voies vélo et l'ensemble des services offerts aux usagers. Le SERM a pour vocation de traiter de toutes les mobilités du quotidien sur un périmètre donné. Les études de préfiguration sont en cours, elles doivent définir le schéma d'ensemble du SERM, le plan de financement et le schéma de gouvernance pour les phases ultérieures du projet. La phase de préfiguration s'achèvera fin 2025. La demande de statut sera déposée début 2026 auprès de l'Etat. Auparavant, avec l'ouverture à la concurrence du lot Auvergne du service régional de transport de voyageurs ferroviaire (2029), et conformément à la feuille de route « Mobilités positives du quotidien, cap sur 2035 », l'objectif est de développer l'offre ferroviaire de +30% minimum. Il s'agit notamment de développer la desserte, renforcer la contre-pointe et augmenter l'amplitude horaire. La desserte de la gare de Vichy sera ainsi améliorée.

Ce projet d'ampleur qui répond à des ambitions régionales telles [la règle 10 et l'objectif 10.2](#). « [Encourager des initiatives de coopération entre les acteurs de l'aménagement, de la mobilité et de l'environnement à l'échelle des bassins de vie](#) » pourrait utilement être cité dans votre projet et permettrait de mentionner les impacts possibles en termes de foncier et d'aménagement.

11. Trame verte et bleue, gestion de l'eau, biodiversité et milieux naturels

Le SRADDET porte une attention particulière à la préservation de la Trame Verte et Bleue (TVB) qui est nécessaire au déplacement des espèces, à la réalisation de l'ensemble de leur cycle de vie et à leur adaptation aux changements globaux ; ses enjeux doivent donc être intégrés dans l'urbanisme et les projets d'aménagement, tout comme dans les pratiques agricoles et forestières ([règles 35 à 41 du SRADDET](#)).

- L'intégration de la Trame Verte et Bleue (TVB) dans les pièces du PLUi

D'une manière générale, le PLUi prend en compte la Trame Verte et Bleue dans ses documents. Cependant, une lecture attentive des documents présentés laisse apparaître des précisions à apporter pour assurer une pleine compatibilité avec les règles citées. Le PADD souligne la richesse naturelle du territoire mais aussi à juste titre sa fragilité. Il se donne comme objectifs de préserver les grands massifs boisés et de maintenir le réseau bocager et de bosquets, en cohérence avec l'activité agricole du territoire, ce qui est cohérent avec les objectifs du SRADDET au titre de la trame verte et bleue et compatible avec la règle 39 du SRADDET (Préservation des milieux agricoles et forestiers supports de biodiversité).

Cependant l'objectif général de préservation des réservoirs de biodiversité (« limiter l'occupation des sols dans les réserves de biodiversité ») pourrait être plus affirmé. Pour rappel, la règle 36 du SRADDET indique que « *Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier à l'échelle de leur territoire les réservoirs de biodiversité sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils affirment la vocation des réservoirs à être préservés de toute atteinte pouvant remettre en cause leur fonctionnalité écologique. Ils garantissent cette préservation dans l'application de leurs outils réglementaires et cartographiques* ».

Aucune zone Natura 2000 ne se trouve sur le territoire du Pays de Lapalisse. Cependant, la Région note que le travail mené dans le cadre de l'Évaluation Environnementale précise les impacts du document d'urbanisme sur les zonages Natura 2000 à proximité du territoire, ce qui est pertinent.

Orientation Aménagement et Programmation TVB

La Région relève avec intérêt la présence d'une OAP détaillée relative à la trame verte et bleue.

Le PLUi identifie, sur la base d'une cartographie, de nombreux réservoirs de biodiversité, à l'échelle de son territoire, complémentaires aux réservoirs d'enjeu régional, selon quatre sous-trames, il contribue ainsi à une bonne connaissance de la Trame Verte et Bleue locale qui peut permettre sa préservation.

Les réservoirs de biodiversité sont différenciés en « prioritaires » et « secondaires », ce qui est positif. Il pourrait cependant être intéressant d'inclure des précisions sur la méthodologie et les choix retenus ainsi que des références aux schémas de niveau supérieurs, le SRADDET, SDAGE Loire-Bretagne et le SAGE Allier Aval.

Par ailleurs, il apparaît que les réservoirs de biodiversité du SRADDET, d'enjeu régional, ne sont pas retranscrits correctement dans la cartographie de l'OAP et donc dans son règlement graphique, comme le demandent les [règles 35 et 36 du SRADDET](#).

A propos des protections des réservoirs de biodiversité, il serait intéressant d'intégrer une prescription plus forte (Cf. [règle 36 du SRADDET](#)) notamment pour les réservoirs de biodiversité principaux, en affirmant le principe de non-constructibilité sur ces espaces et d'un usage du sol compatible avec les fonctionnalités écologiques. Des dérogations limitées peuvent être listées, avec un impact limité sur les écosystèmes (gestion des milieux, exploitation agricole et forestière et infrastructures d'intérêt général, en appliquant le principe éviter, réduire, compenser).

Les orientations de l'OAP relatives à la trame bleue sont bien en cohérence avec la [règle 38](#) du SRADDET, en demandant la protection des cours d'eau et des mares avec un espace tampon de 10 mètres minimum incluant les zones inondables, les zones d'expansion des crues et les zones humides. Cependant, si les cours d'eau sont bien représentés, les zones humides sont peu identifiées. Il pourrait être intéressant de renforcer la thématique en transposant les connaissances issues du SAGE Allier aval et d'éventuels autres inventaires existants et en améliorant la connaissance sur les autres parties du territoire.

Il est positif que l'OAP affiche des prescriptions et recommandations relatives aux sous-trames boisées et agropastorales, qui sont de nature à préserver ces milieux structurants pour la Trame Verte et Bleue du territoire, en compatibilité avec la [règle 39 du SRADDET](#).

En revanche, le projet présenté gagnerait à intégrer des prescriptions pour les corridors écologiques, qui sont une composante essentielle de la Trame Verte et Bleue ([règle 37 du SRADDET](#)).

Pour rappel, [règle 37](#) : « Les SCoT, ou à défaut les PLU(i), et les chartes de PNR, doivent identifier à leur échelle les corridors écologiques du territoire, sur la base de la trame verte et bleue du SRADDET et des investigations complémentaires qu'ils réalisent. Ils préconisent leur préservation ou leur restauration selon leur fonctionnalité. Ils doivent identifier les corridors les plus menacés et prendre les mesures pour les préserver de toute atteinte à leur fonctionnalité écologique en fixant notamment des limites précises à l'urbanisation. »

Par ailleurs, si le PLUi a bien identifié, à juste titre, des corridors écologiques reliant les différents réservoirs de biodiversité dans la cartographie de sa trame verte et bleue, les corridors figurant dans la cartographie du SRADDET ne sont pas bien retranscrits. Il s'agit de **cinq corridors « à préciser »** en lien avec des infrastructures de transport. Le PLUi pourrait identifier plus précisément ces axes de

déplacement et les éventuels obstacles liés aux routes, et proposer si nécessaire d'améliorer leur transparence pour la faune.

L'OAP demande par ailleurs de limiter l'impact des infrastructures de transport et de prévoir des aménagements pour améliorer leur transparence, en cohérence avec la [règle 41 du SRADDET](#).

Pour information, la cartographie SIG régionale de la Trame Verte et Bleue, issue de l'annexe biodiversité du SRADDET est disponible sur le site du CRAIG. Elle peut être visualisée et téléchargée via cette interface : <https://ids.craig.fr/carto/map/aa1035580e01642c0563ef7d518cd2f4> et téléchargée via le catalogue : <https://ids.craig.fr/geocat/srv/fre/catalog.search#/search?any=sraddet>

- **Préservation de la biodiversité ordinaire**

La [règle n° 40](#) du SRADDET, à propos de la préservation de la biodiversité ordinaire, demande de favoriser le développement de la nature en ville par une végétalisation massive des espaces urbains et des aménagements favorables à la faune ainsi que de prendre des mesures de restauration d'une « trame noire » permettant de diminuer l'impact de l'éclairage sur la faune nocturne.

L'OAP dans son orientation 2 propose de préserver et de renforcer la nature dans les espaces urbanisés, avec un développement important sur ce sujet et un ensemble de prescriptions opposables, dont il faut souligner l'intérêt :

- Plantations d'arbres et végétalisation des espaces, interdiction des espèces invasives
- Aménagement des clôtures pour les rendre franchissables par la petite faune
- Renaturation et désimperméabilisation des sols
- Gestion des eaux pluviales par infiltration, revêtements perméables
- Préservation de la trame brune (sols naturels)
- Préservation d'une trame bleue et humide au sein des espaces urbanisés
- Intégration de la biodiversité dans le bâti
- Travail sur la trame noire en optimisant l'éclairage urbain pour le rendre moins impactant pour la faune nocturne.

Ces prescriptions et recommandations rejoignent les objectifs du SRADDET sur la trame verte et bleue en milieu urbain dans la partie 1.6 du rapport d'objectif et sont en compatibilité avec la [règle 40](#) du SRADDET sur la biodiversité ordinaire. Elles intègrent les solutions fondées sur la nature, permettant d'utiliser les services écosystémiques rendus par la nature en ville (réduction des îlots de chaleur, meilleure gestion des eaux pluviales, diminution des risques naturels...).

L'OAP pourrait être encore plus efficace dans ce domaine en fixant des coefficients de biotope ou de pleine terre pour les zones à urbaniser, à intégrer dans la partie règlement du PLUI.

Elle pourrait préconiser d'utiliser dans une certaine mesure, pour les opérations de végétalisation des espaces, des espèces sauvages et locales, en lien avec la marque « Végétal Local ».

12. Préservation de la ressource en eau

La Région est attentive à la préservation de la ressource en eau à travers [la règle n°8 du SRADDET](#).

La mise en valeur de l'eau dans la traversée du territoire notamment par la mise en scène des fenêtres paysagères permettant la découverte de la vallée de la Besbre et de ses affluents est positive (page 10, PADD).

Le PADD se fixe comme objectif de préserver la naturalité des cours d'eau et des espaces rivulaires (ripisylves, habitats, espaces tampons...) en limitant leur imperméabilisation, ce qui est bien en phase avec les objectifs et [la règle n°38 du SRADDET](#) relatifs à la trame verte et bleue.

En revanche, au vu des enjeux du territoire, des pressions existantes sur la ressource et de la présence d'un SAGE sur sa partie ouest (SAGE Allier aval), le PADD gagnerait à afficher également des objectifs sur la préservation du chevelu de petits cours de têtes de bassin versant (notamment les affluents de l'Allier) et sur la gestion quantitative de la ressource en eau, ([règle 8 du SRADDET](#)).

Des objectifs relatifs aux zones humides, pour l'amélioration de leur connaissance, incomplète sur le territoire du PLUi, et leur protection, pourraient utilement être intégrés.

Enfin, il sera important de prendre en considération la nécessaire mise en adéquation du projet de développement avec la ressource en eau disponible. Ainsi, il serait intéressant d'être plus précis en conditionnant strictement l'urbanisation à une trame assainissement pour tenir compte de l'état des stations d'épuration.

13. Prévention des risques naturels et industriels

La prise en compte des risques naturels par les documents d'urbanisme est encouragée par [la règle n°43 du SRADDET](#) sur la réduction de la vulnérabilité des territoires et qui demande de prendre en compte les aléas auxquels les territoires font face.

Le territoire du Pays de Lapalisse est concerné par les risques d'inondations de la Besbre qui fait l'objet d'un plan de Prévention des Risques approuvé en 1999 encadrant les aménagements sur les communes de Lapalisse et de Saint-Prix. Ce document est annexé au dossier et se trouve actuellement en cours de révision.

Le PADD prévoit de prévenir le risque d'inondation en préservant les espaces naturels aux abords des cours d'eau et en interdisant les aménagements qui feraient obstacle au libre écoulement des eaux et à son infiltration dans les sols. Par ailleurs, il est prévu d'interdire ou limiter strictement les nouvelles constructions dans les secteurs concernés par un risque. Ces orientations se traduisent dans le règlement du PLU par le classement privilégié en zone N des terrains concerné par les risques d'inondations.

En ce qui concerne la prévention face aux risques industriels et aux nuisances, le PADD demande d'interdire la création de nouvelles sources de rejets atmosphériques importantes et de prendre en compte les risques industriels, les sites pollués et les nuisances dans l'aménagement du territoire. Ces objectifs se traduisent dans les pièces réglementaires par une sous-destination « industrie » autorisée dans les secteurs de la zone U à vocation résidentielle uniquement si l'activité ne génère pas de nuisance incompatible avec l'habitat.

14. Economie circulaire et gestion des déchets

- **Compétences et documents cadres sur les déchets**

La loi NOTRE a transféré à la Région l'ensemble de la compétence de planification en matière de déchets. Le Plan Régional de Gestion et Prévention des Déchets a été adopté en Assemblée Plénière le 19/12/2019 et il est désormais intégré au SRADDET approuvé en avril 2020, dont il constitue un volet à part entière.

Il convient donc de se référer à ce document comme le "Tome Déchets du SRADDET" (Le SRADDET aborde la question des déchets par [la règle 42 « respect de la hiérarchie des modes de traitement des déchets »](#)).

Le volet déchet du SRADDET fixe des objectifs régionaux pour agir en priorité sur la prévention, la préparation ou la réparation en vue du réemploi, la valorisation matière ou organique, la valorisation énergétique, l'élimination. Les objectifs à horizon 2031 sont de :

- Réduire la quantité de déchets ménagers de 12% ;
- Diminuer de 24% à 10% la part d'enfouissement ;
- Augmenter la valorisation matière de 54% à 70% ;
- Maintenir la valorisation énergétique à 23%.

- Remarques générales

La [règle 42 du SRADDET](#) précise que les acteurs compétents en matière de déchets, en adéquation avec leurs champs d'intervention, doivent réaliser des actions de prévention et gérer les déchets dans le respect de la hiérarchie des modes de traitement.

Les données mentionnées sur la gestion des déchets reprennent les chiffres du SICTOM Sud Allier, à qui a été délégué la compétence collecte et traitement des déchets. Les comparaisons sont réalisées avec les chiffres nationaux, alors qu'il pourrait être plus pertinent de les comparer aux indicateurs régionaux des déchets collectés dans le cadre du service public de prévention et de gestion des déchets ménagers et assimilés (DMA), accessibles sur le site de l'Observatoire Régional Déchets-Economie Circulaire (www.ordec.fr), ainsi que dans le rapport de suivi du SRADDET – volet Déchets et la synthèse ORDEC 2025, ces deux documents étant accessibles depuis le site de l'ORDEC. Concernant plus spécifiquement les données de suivi des déchets du domaine des Bâtiments et Travaux Publics, ceux-ci sont accessibles via le site de la Célule Economique Régionale de la Construction (CERC) en Région ([Économie circulaire - CERC Auvergne-Rhône-Alpes](#)).

L'enjeu de prévention des déchets pourrait être davantage mise en avant, notamment sur les sujets de réemploi, en lien avec les matériaux de construction ou d'aménagement, mais aussi en lien avec l'OAP commerce et le développement des obligations faites aux filières à responsabilité élargie des producteurs de développer le réemploi des produits et emballages, en parallèle des sujets de collectes et recyclages.

En ce qui concerne le stockage de déchets inertes, il sera important de veiller à intégrer les relevés d'enjeu et d'objectif reportés dans le document. Le sujet a été traité dans le SRADDET et les besoins estimés et cartographiés (fascicule des règles du tome déchets p.62/63). Dans cet exercice (réalisé en 2019), les besoins identifiés pour le département de l'Allier avaient été estimés entre 140 000 et 147 000 tonnes/an alors que les capacités d'accueil seraient très inférieures dès 2025, faisant naître le risque d'un développement de dépôts ou remblaiements illégaux. Ces éléments peuvent être utilement cités ou repris dans le diagnostic. Sur les territoires en déficit d'installations, le SRADDET préconise que les collectivités mènent en concertation avec les acteurs privés une réflexion pour élaborer un plan de gestion des déchets inertes en vue de respecter les objectifs du Plan et de disposer de solutions locales satisfaisantes à horizon 2025-2031.

Pour information, l'unité de valorisation énergétiques de Bayet, qui traite les déchets ménagers et assimilés résiduels du Sictom Sud Allier et Nord Allier, est concerné par un projet de modernisation et d'augmentation de capacité de traitement à horizon 2030. Une concertation locale est en cours dans ce contexte.

- **Remarques détaillées sur les documents présentés**

Diagnostic

De manière détaillée, dans le diagnostic, en page 15, il serait opportun de rappeler les principaux objectifs du SRADDET ainsi que le principe de la hiérarchie des modes de traitement en termes de prévention, de valorisation de matière, de valorisation énergétique et de réduction de l'enfouissement.

Par ailleurs, en page 170, les indicateurs de gestion des déchets du syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères (SITCOM) Sud-Allier sont comparés aux chiffres nationaux. Il serait pertinent de les comparer aux chiffres régionaux via l'ORDEC, en particulier la synthèse des chiffres 2023 qui est téléchargeable. Les exemples de ratio régional sont les suivants : 510 kilogrammes/habitants de déchets ménagers et assimilés collectés par le service public de prévention et de gestion des déchets en région en 2023 (à comparer aux 603.7 kg/hab du SICTOM Sud Allier en 2023).

En page 173, il est important de distinguer les tonnages de déchets faisant l'objet d'une valorisation de matière de ceux faisant l'objet d'une valorisation énergétique. Les objectifs du SRADDET ne sont pas les mêmes pour chacun et s'appliquent selon la hiérarchie des modes de traitement.

En page 173, la notion d'« indice de réduction » des quantités de déchets mises en installations de stockage ne se prête pas facilement aux comparaisons avec les indicateurs nationaux ou régionaux ni avec les objectifs du SRADDET ou de la loi AGEC. Il serait plus explicite de mentionner les pourcentages de déchets ménagers et assimilés enfouis en 2023, à comparer au taux régional en pourcentage (= 15% en 2023) et à l'objectif fixé par la loi AGEC en 2035 (10% de Déchets Ménagers et assimilés enfouis au maximum).

En page 174, en termes d'enjeux, il aurait pu être ajouté, la valorisation matière des déchets qui n'ont pu être évités.

Justification des choix retenus

En page 18, sur la thématique commerce, en termes d'enjeu, et en lien avec le développement de la vente de produits locaux et circuits courts, le développement du réemploi des contenants et emballages de ces produits pourrait être mentionné.

En page 20, sur la thématique eau et déchets, il est possible de s'interroger sur la pertinence de citer la « diminution de la quantité de déchets produits » comme un atout. La réduction de la production de déchets en tonnage global reste un enjeu fort. A contrario, il n'est pas fait mention du Plan Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés récemment adopté par le SICTOM du Sud Allier.

Celui-ci a été adopté en 2024 pour la période 2024-30 (<https://www.sictomsudallier.fr/wp-content/uploads/2024/03/PLPDMA-2024-2030.pdf>). Il pourrait être considéré comme un atout pour le territoire, et être une source d'inspiration et d'information pour traiter de la thématique des déchets dans le cadre du PLUi.

La Région note une faiblesse du traitement du volet déchet concernant les enjeux « de mieux trier et valoriser », notamment les biodéchets qu'il faut sortir des déchets ménagers résiduels collectés (encore 14% de biodéchets présents et les emballages, encore 25% de la poubelle d'Ordures Ménagères Résiduelles), ainsi que les déchets verts apportés en déchèterie.

En page 24, en lien avec la mention des documents de rang supérieur, en ce qui concerne le SRADDET, il serait intéressant de citer les objectifs déchets et économie circulaire du SRADDET.

En page 261, en synthèse sur la thématique déchets : la réduction des déchets passe par la prévention, qui se traduit notamment par des espaces dédiés au réemploi et pas uniquement au tri sélectif.

En page 271, la compatibilité au SRADDET, règle 42 et traduction dans le PADD, Règlement, OAP trame verte et bleue et commerce, il est possible de faire la même remarque que précédemment pour le sujet prévention/réemploi.

En page 276, au sein du chapitre 1.3 « être exemplaire sur son patrimoine et ses activités » : la collectivité peut agir via ses marchés publics en faveur de la réduction des déchets et l'économie de ressources (par exemple via le réemploi) et de la valorisation matière (choix de matériaux recyclés dans les rénovations, les extensions et les aménagements (cf. point 2.3) mais aussi via tous ses achats en général et les contrats d'entretiens/gestion des déchets propres à la collectivité.

En page 279, dans l'axe 6, « un territoire bas carbone tourné vers l'économie locale et circulaire » - Point 6.2 : la limitation de la production de déchets peut être concernée par cet axe, notamment en favorisant le recours aux emballages réemployables par les producteurs locaux (en particuliers les bouteilles et bords en verre) et en facilitant le déploiement de la filière du lavage de ces emballages sur le territoire (point de retour des emballages usagers, collectes, centre de regroupement le cas échéants). En point 6.3 : favoriser les synergies interentreprises et l'économie circulaire : des

démarches d'écologie industrielle territoriale (EIT) pourraient être favorisées dans les zones d'activités. En page 282, pour les indicateurs de suivi des déchets, il pourrait être utile d'ajouter un indicateur de suivi de l'économie des ressources ou du réemploi.

Résumé non technique

En page 37, sur la thématique Déchets, il pourrait être ajouté un objectif au PADD celui de « favoriser la réduction des déchets par la prévention et notamment le réemploi (en amont des deux objectifs cités sur le tri et le recyclage), en particulier concernant le réemploi dans les matériaux de construction / rénovation / aménagement, et les emballages pour le commerce de proximité et les circuits courts.

Cet objectif pourrait utilement être reporté dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD).

Règlement : En page 40, il serait intéressant d'ajouter des dispositions sur la prévention pour le traitement des déchets

15. Tourisme, patrimoine et paysage

- Patrimoine et paysages

Le contenu du SCoT doit s'inscrire en adéquation avec plusieurs objectifs du SRADDET : « 1.7 valoriser la richesse et la diversité des paysages, patrimoines et espaces naturels remarquables », « 3.4. faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité » et 4.2. « Faire de la résorption de la vacance locative résidentielle et touristique une priorité avant d'engager la production d'une offre supplémentaire ».

L'aspect paysager est particulièrement bien traité et la Région relève avec intérêt que l'axe paysager comme support du développement de demain est l'axe central du PADD. Votre projet demande par ailleurs de veiller à ce qu'aucun projet d'énergie renouvelable de grande ampleur ne viennent impacter de manière significative les paysages emblématiques du territoire (parcs solaires au sol, éolien...).

Le projet de PLUi comporte des dispositions concernant la préservation des bâtiments remarquables. Ainsi le document graphique identifie 191 bâtiments ayant un intérêt patrimonial et 127 éléments bâtis. Il mentionne également les sites patrimoniaux remarquables (SPR). La cartographie des bâtiments protégés au titre des Monuments et sites inscrits classés accompagnée de photos en page 48 est particulièrement intéressante ainsi que la carte des principaux points de vue.

Une attention particulière est à avoir sur le Château de La Palice classé monument historique depuis 1998 ainsi que ses jardins et ses abords, situés sur les communes de Lapalisse et de Saint-Prix.

Ainsi, la Région prend bonne note des orientations qui visent à assurer la protection des édifices présentant un fort intérêt architectural et patrimonial, et d'encadrer l'évolution des bâtiments d'intérêt patrimonial dans le respect des principes architecturaux de la construction d'origine (page 28, PADD).

- **Tourisme**

Le diagnostic présente de manière détaillée l'offre touristique.

Pour mémoire, les axes d'interventions prioritaires de la politique touristique régionale sont les suivants :

- Les aménagements touristiques correspondant aux **six thématiques régionales d'excellence** : Pleine nature (1), Itinérance et grandes randonnées (2), Territoires de montagne Hiver-Eté (3), thermalisme et pleine santé (4), gastronomie et œnotourisme (5) et tourisme de savoir-faire (6).
- Les aménagements des sites touristiques emblématiques pour un plus grand rayonnement d'Auvergne-Rhône-Alpes
- Les hébergements touristiques professionnels marchands en faveur de l'attractivité d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Le territoire bénéficie d'un environnement intéressant, notamment pour un tourisme vert, à proximité de sites touristiques comme le Pal, à 30 minutes de Vichy et de Saint-Pourçain qui offre des opportunités pour accueillir les touristes sur un séjour autour des thématiques famille, nature, œnotourisme, tourisme de pleine santé... Toutefois, il conviendra de renforcer la communication du territoire afin de valoriser cette offre touristique globale et de rester attractif face aux destinations phares alentours.

La valorisation envisagée des espaces naturels, la mise en réseau des différents sites touristiques (page 11, PADD), le soutien à la diversité des hébergements touristiques ainsi que l'identification d'un zonage spécifique à destination des usages touristiques constituent des orientations pertinentes.

16. Santé

La Région s'est engagée en faveur de l'accès à la santé des populations, formalisé dans le cadre du **plan santé**, adopté en mars 2022, qui vise notamment à soutenir l'offre de soins dans les territoires où elle est particulièrement fragile. L'objectif 2.8 du **SRADDET** de « Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires (infrastructures, attraction des professionnels de santé) » va également dans ce sens.

Le diagnostic relève que les caractéristiques démographiques du territoire entraînent un vieillissement de la population. En effet, entre 2008 et 2018, la proportion de plus de 45 ans a augmenté, passant de 51 à 56 %. Les équipements de santé sont représentés cartographiquement en page 80. L'accès aux services de santé est de manière générale, une problématique majeure dans le département de l'Allier qui comprend un faible nombre de médecins par habitants.

Dans ce contexte, le PADD prévoit utilement de créer les équipements adaptés et de conforter l'accueil pour les professionnels de santé et de rendre possible l'évolution des équipements sportifs au gré de l'augmentation de la population par tranche d'âge. Ceci est cohérent avec l'action régionale en la matière.

Enfin, notons que le résumé non-technique revient sur l'approche transversale de la santé. Il relève les incidences positives du PLUi sur la santé humaine par l'amélioration des conditions d'habiter, l'amélioration de la qualité de l'air, l'amélioration de la qualité du paysage urbain, la végétalisation du bâti.